

Règlement de la consultation	Accord-cadre à bons de commande pour les travaux d'entretien courants et de mises aux normes tout corps d'état Centre Hospitalier de Gonesse
------------------------------	--

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES : **Vendredi 10 avril 2026 à 12 H00**

SOMMAIRE

1	Objet et étendue de la consultation	4
1.1	Objet de la Consultation	4
1.2	Allotissement	4
1.3	Tranches	4
1.4	Forme des marchés publics	4
1.5	Procédure applicable	4
1.6	Durée des marchés	4
1.7	Nomenclature communautaire	5
1.8	Montant maximum du marché	5
2	CONDITIONS DE LA CONSULTATION	8
2.1	Conditions de participation des soumissionnaires	8
2.2	Variantes	9
2.3	Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	9
2.4	Réalisation de prestations similaires	9
2.5	Visite sur site	9
2.6	Délai de validité des offres	9
2.7	Mode de règlement du marché – Caractère des prix	9
3	DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)	9
3.1	Retrait du dossier de consultation	9
3.2	Modification du dossier de consultation	9
3.3	Contenu du dossier de consultation	10
4	PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	10
4.1	Langue et monnaie	10
4.2	Cotraitance et sous-traitance	10
5	DOCUMENTS A REMETTRE PAR LES CANDIDATS	10
5.1	Candidature	10
5.1.1	Renseignements concernant la situation administrative et juridique de l'entreprise	11
5.1.2	Renseignements concernant la situation fiscale et sociale	11
5.1.3	Renseignements concernant la capacité professionnelle, technique, économique et financière de l'entreprise	11
5.1.4	Document unique de marché européen (DUME)	12
5.1.5	Pièces relatives à l'offre	12
6	MODALITES DE DEPOT DES OFFRES	13
6.1	Dépôt électronique	13
6.1.1	Par conséquent, Les plis qui seront transmis au format papier, par courriel ou télécopie seront déclarés irréguliers	13
6.1.2	Copie de sauvegarde	14
6.1.3	Signature électronique	14
☐	Le certificat de signature électronique qualifié doit appartenir à l'une des catégories suivantes	14
7	JUGEMENT DES PROPOSITIONS	14
7.1	Sélection des candidatures	14

7.2	Sélection des offres	15
7.3	Critères de choix des offres	15
8	ABANDON DE LA PROCEDURE	16
9	ATTRIBUTION DU MARCHE	16
10	DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	16
11	VOIES ET DELAIS DE RECOURS	20

1 OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet les travaux d'entretien courants et de mise aux normes tout corps d'état du Centre hospitalier de Gonesse situé au 2 Boulevard du 19 mars 1962 à Gonesse.

Ce règlement de la consultation s'applique à tous les lots.

1.2 ALLOTISSEMENT

La présente consultation concerne les lots ci-après :

Lots	Intitulé du lot
01	Démolition - Désamiantage
02	Maçonnerie – Faux-Plafond – Sols durs
03	Peinture – Revêtement intérieur
04	Ravalement Extérieur
05	Menuiserie Extérieure - Métallerie
06	Menuiserie intérieure - Agencement
07	Electricité CFO-CFA – Eclairage extérieur
08	Voirie et Réseaux divers
09	Occultations – Stores - Films
10	Etanchéité – Couverture – Zinguerie - Charpente
11	Ventilation – Climatisation - Plomberie – Désenfumage
12	Réseau d'assainissement

Selon l'article R2113-1 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur autorise les candidats à soumissionner pour un ou plusieurs lots.

1.3 TRANCHES

Il n'est pas prévu de tranches.

1.4 FORME DU MARCHE PUBLIC

Le marché est à prix unitaires.

La consultation vise à la conclusion d'un accord cadre multi-attributaires à bons de commandes.

Le présent accord-cadre est multi-attributaire. Pour chacun des lots, il sera conclu avec deux titulaires au maximum. L'attribution des prestations dans le cadre du présent accord-cadre multi-attributaires s'effectuera selon un mécanisme en **cascade** : les prestations seront proposées en priorité au titulaire classé premier à l'issue de la procédure de mise en concurrence initiale. En cas d'impossibilité pour ce dernier d'y répondre, elles seront attribuées au titulaire classé second.

Les prix sont révisables.

1.5 PROCEDURE APPLICABLE

Conformément aux dispositions des articles L2124-1, L2124-2, R2124-2 et R2124-2 du code de la commande publique, le marché est passé en appel d'offres ouvert.

1.6 DUREE DU MARCHE

Le marché prend effet à compter de la date de notification au titulaire.

L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale de douze (12) mois. Il est renouvelable par tacite reconduction pour une durée de 12 mois , dans la limite de trois (3) reconductions, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

1.7 NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Lots	Intitulés des Lots	C.P.V
01	Démolition – Désamiantage	Travaux de démolition de bâtiments et travaux de terrassement. (451100001) Travaux de désamiantage (45262660)
02	Maconnerie – Plâtrerie – Faux plafond	Travaux de gros œuvre. (452232204) Structures en béton armé. (452235001) Travaux d'isolation. (453200006) Travaux de plâtrerie. (454100004)
03	Peinture – Revêtement de sol souple et mur	Travaux de peinture de couverture et autres travaux d'application d'enduits. (452612202) Travaux d'application de revêtements de protection. (454420007) Travaux de peinture de bâtiments. (454421101) Travaux de décapage. (454421905) Travaux de façade. (454430004)
04	Ravalement Extérieur	Travaux d'application de revêtements de protection. (454420007) Travaux de peinture de bâtiments. (454421101) Travaux de décapage. (454421905) Travaux de façade. (454430004) Travaux de nettoyage extérieur de bâtiments. (454520000)
05	Menuiseries exterieures – Métallerie - Vitrierie	Travaux de menuiserie. (454210004) Pose de portes et de fenêtres et d'éléments accessoires. (454211005) Poses de portes et de fenêtres. (454211304) Installation de volets. (454211421) Travaux d'installation de volets roulants. (454211452) Travaux de vitrierie. (454410000) Travaux d'installation de clôtures, de garde-corps et de dispositifs de sécurité. (453400002)

Lots	Intitulé du Lot	C.P.V
06	Menuiserie Intérieure – Agencement	Travaux de menuiserie. (454210004) Travaux d'installation de menuiseries non métalliques. (454211500) Ouvrages en bois. (454221002) Pose de parquets. (454321139) Travaux de vitrerie. (454410000)
07	Electricité CFO- CFA- Eclairage extérieur	Travaux d'équipement électrique. (453100003) Travaux de câblage et d'installations électriques. (453110000) Travaux d'installations électriques. (453112002) Travaux d'installation de systèmes d'alarme et d'antennes. (453120007) Travaux d'installation de systèmes avertisseurs d'incendie. (453121008) Travaux d'installation de systèmes avertisseurs d'effraction. (453122009) Installations de paratonnerre. (453123103) Travaux d'installation d'antennes de télévision. (453123206) Installation de standards téléphoniques. (453141208) Installation de lignes téléphoniques. (453142003) Installation d'infrastructures de câblage. (453143004) Installation de câblage. (453143107) Installation de câblage informatique. (453143200) Travaux d'installation de chauffage électrique et d'autres équipements électriques de bâtiment. (453150008) Installations d'alimentation électrique. (453153001) Installations moyenne tension. (453155003) Installations basse tension. (453156004) Travaux d'installation de dispositifs de prévention contre les incendies. (453430003) Installation d'appareils d'éclairage extérieur. (453161006) Autres travaux d'installation électrique. (453170002) Travaux d'installation électrique d'appareils de distribution. (453173005)

Lots	Intitulé du Lot	C.P.V
08	Voirie et Réseaux Divers	Terrassements / VRD / Espaces verts (451125000)
09	Occultations – Stores – Films	Travaux d’installation de stores. (454211438) Travaux d’installation de vélums. (454211445) Travaux d’installation de volets roulants. (454211452) Travaux de vitrerie. (454410000)
10	Etanchéité – Couverture – Zinguerie – Charpente	Travaux de couverture et travaux d’autres corps de métier spécialisés. (452600007) Travaux de couverture et de peinture de toiture. (452612006) Travaux de couverture. (452612109) Travaux de couverture en tuiles. (452612116) Travaux de couverture en ardoises. (452612123) Travaux de couverture métallique. (452612130) Travaux de couverture en bardeaux bitumés. (452612147) Travaux de pose de gouttières. (452613203) Travaux d’isolation de toiture. (452614101) Travaux d’étanchéification. (452614204) Réparation et entretien de toiture (452619003) Réparation de toiture. (452619106)

Lots	Intitulés des Lots	C.P.V
11	Chauffage – Ventilation – Climatisation – Plomberie – Désenfumage	Travaux de plomberie. (453300009) Travaux d’installations sanitaires. (452324604) Travaux d’installations sanitaires. (452324604) Travaux d’installation de distribution d’eau. (453322005) Travaux de plomberie et de pose de conduits d’évacuation. (453320003) Travaux d’installation de distribution d’eau. (453322005) Travaux de pose de conduits d’évacuation. (453323006) Travaux d’installation d’appareils sanitaires. (453324007) Travaux d’installation du gaz. (453330000) Installations de chauffage. (452321412) Travaux d’installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation. (453310006) Travaux d’installation du gaz. (453330000) Travaux de pose de conduits d’évacuation. (453323006)
12	Réseau d’assainissement	12541 :Assainissement 31624 :Maintenance industrielle Certification Qualiass

1.8 MONTANT MAXIMUM ANNUEL DU MARCHÉ

Le présent accord-cadre, d’un montant maximal annuel de dix-neuf (19) millions d’euros hors taxes, est alloué par corps d’état et se décline en 12 lots, comme suit :

LOTS	MONTANT MAXIMUM ANNUEL (€ HT)
Lot 01 Démolition Désamiantage	1 000 000
Lot 02 Maçonnerie – Plâtrerie – Faux plafond	2 000 000
Lot 03 Peinture – Revêtement de sol souple et mur	2 000 000
Lot 04 Ravalement Extérieur	1 500 000
Lot 05 Menuiseries extérieures – Métallerie - Vitrerie	1 500 000
Lot 06 Menuiserie intérieure et Agencement	1 500 000
Lot 07 Courant fort et Courant faible	2 000 000
Lot 08 Voirie et Réseaux divers	2 000 000
Lot 09 Occultation – stores - Films	500 000
Lot 10 Couverture, Étanchéité	2 000 000
Lot 11 Chauffage – Ventilation – Climatisation – Plomberie – Désenfumage	2 000 000
Lot 12 Réseau d’assainissement	1 000 000

2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 CONDITIONS DE PARTICIPATION DES SOUMISSIONNAIRES

Sous-traitance :

Si le titulaire souhaite avoir recours à la sous-traitance, les sous-traitants devront être acceptés par le pouvoir adjudicateur conformément à la loi du 31 décembre 1975 et selon les règles prévues aux articles L 2193-1 à L 2193-14 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique.

Le titulaire s'engage à faire respecter toutes les clauses du marché à ses sous-traitants.

Dans tous les cas, le titulaire demeure entièrement responsable des prestations sous-traitées.

Le candidat précisera le ou les domaines d'intervention pour le(s)quel(s) il aura recours à la sous-traitance ainsi que la quantité, la nature des prestations et les coûts de celle-ci. Il devra identifier ses sous-traitants.

Le candidat ajoute dans l'enveloppe une demande d'agrément, établie conformément au formulaire DC4.

Cotraitance :

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement aux attributaires. Toutefois, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, ou en qualité de mandataire de plusieurs groupements.

2.2 VARIANTES

En vertu de l'article R 2151-8 du code de la commande publique, il est précisé qu'aucune variante libre n'est autorisée par le pouvoir adjudicateur. Les candidats doivent uniquement répondre à la solution de base.

2.3 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE)

Aucune prestation supplémentaire éventuelle n'est autorisée par le pouvoir adjudicateur. Les candidats doivent uniquement répondre à la solution de base.

2.4 REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché, en application de l'article R 2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de travaux similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

2.5 VISITE SUR SITE

Avant la remise des offres, une visite du site devra être effectuée afin de prendre en compte les contraintes d'implantation et d'environnement des travaux à exécuter.

Cette visite du site est **obligatoire** pour l'ensemble des lots.

La participation à l'une des deux visites du site, organisées aux dates ci-après, est obligatoire. **À défaut, l'offre du candidat pourra être déclarée irrégulière :**

- le 9 mars 2026 à 14h00 ;
- le 10 mars 2026 à 14h00.

Lieu de rendez-vous : devant l'entrée de l'hôpital Joséphine Baker à Gonesse.

Personnes à contacter en cas de difficulté lors de votre arrivée pour la visite :

- Sofiane Sbai : soufiane.sbai@ch-gonesse.fr - 06 68 47 91 25
- Mickael Varlet : Mickael.Varlet@ch-gonesse.fr - 06 99 11 69 42.

Il est rappelé que ces coordonnées doivent être utilisées uniquement en cas de difficulté ou d'urgence une fois sur le lieu de rendez-vous pour la visite.

Aucune autre utilisation ne devra en être faite.

Pour prendre RDV pour la visite obligatoire, les candidats devront envoyer un message via la plateforme de PLACE en indiquant la date choisie.

2.6 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est de cent-quatre-vingt (180) jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.7 MODE DE REGLEMENT DU MARCHE – CARACTERE DES PRIX

Les sommes dues au(x) titulaire(s) du marché seront payées dans un délai global de cinquante (50) jours à compter de la date de réception des factures.

3 DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

3.1 RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION

Conformément aux articles R 2132-1 à 3 du CCP, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique sur la plateforme de dématérialisation PLACE.

3.2 MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard quinze (15) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. En cas de modification importante, la date limite fixée pour la réception des offres pourra être reportée.

Toute modification du dossier de consultation fait l'objet d'un envoi automatique de message électronique à l'adresse e-mail qui a été indiquée lors du téléchargement du dossier. Il est donc nécessaire de vérifier très régulièrement les messages reçus sur cette adresse.

La responsabilité de l'acheteur public ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps et en heure.

3.3 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Les documents de la consultation sont les suivants :

- ✓ L'Acte d'engagement (A.E.) pour chaque lot et ses éventuelles annexes ;
- ✓ Le BPU, format Excel obligatoire sous peine de rejet de l'offre pour chaque lot ;
- ✓ Le présent Règlement de la Consultation (RC) ;
- ✓ Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- ✓ Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;

4 PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

4.1 LANGUE ET MONNAIE

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euro. Si les offres et les candidatures des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

4.2 COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur.

En cas de sous-traitance, le candidat fournit en outre une déclaration de sous-traitance (Formulaire DC4 à jour) disponible en ligne à l'adresse suivante : <https://www2.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> , indiquant notamment le nom du sous-traitant, la durée des prestations à effectuer, la nature et le montant des prestations sous- traitées.

5 DOCUMENTS A REMETTRE PAR LES CANDIDATS

5.1 CANDIDATURE

Pour candidater à la procédure, l'opérateur économique devra soit fournir les pièces justificatives et renseignements listés aux articles 5.1.1 et 5.1.2 ci-après ; soit présenter sa candidature sous forme de Document Unique des Marchés Européens (DUME), conformément à l'article 5.1.4.

NB : Les candidats ne sont pas tenus de fournir :

- ☞ Les documents que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition de documents administrés par un organisme officiel, ou d'un espace de stockage numérique, conformément à l'article R. 2143-13 du CCP ;
- ☞ Les documents et moyens de preuve déjà transmis à l'acheteur lors d'une précédente consultation et qui demeurent valables, conformément à l'article R. 2143-14 du CCP ;

5.1.1 Renseignements concernant la situation administrative et juridique de l'entreprise

- ☞ Lettre de candidature (Formulaire DC1). Ce document comporte notamment un engagement sur l'honneur de ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion de la procédure de passation listés aux articles L.2141-1 à 5 et L. 2141-7 à 10 du CCP ;
- ☞ Déclaration du candidat (Formulaire DC2) ;
- ☞ Copie du jugement de redressement judiciaire, le cas échéant ;
- ☞ Liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail, le cas échéant ;
- ☞ Pour les cocontractants établis ou domiciliés à l'étranger : documents concernant les salariés détachés prévus à l'article R. 1263-12 du code du travail et documents concernant l'identification de la société et sa situation sociale, listés à l'article D 8222-7 du code du travail.
- ☞ Le candidat devra fournir une attestation d'assurance en cours de validité couvrant les risques professionnels liés à l'exécution du présent marché, notamment :
 - assurance de responsabilité civile professionnelle ;
 - le cas échéant, toute assurance spécifique requise pour la nature des prestations objet du marché. Ces assurances devront être valables pendant toute la durée d'exécution du marché.

5.1.2 Renseignements concernant la situation fiscale et sociale

NB : conformément au décret n° 2019-33 du 18 janvier 2019 fixant la liste des pièces justificatives que le public n'est plus tenu de produire à l'appui des procédures administratives, le candidat établi en France n'est pas tenu de fournir les documents suivants : Extrait d'immatriculation au RCS, Attestation de régularité fiscale et sociale et Attestation AGEFIPH.

5.1.3 Renseignements concernant la capacité professionnelle, technique, économique et financière de l'entreprise

Les éléments réclamés au stade de la candidature sont conformes à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics.

- ☞ Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Le cas échéant, les éléments de preuve relatifs à des travaux exécutés il y a plus de cinq ans seront pris en compte. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
- ☞ Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- ☞ Les certificats établis par des services chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des services par des références à certaines spécifications techniques, le cas échéant ;
- ☞ Pour les opérateurs disposant de certificats de qualification professionnelle : les certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants.

Lots	Désignation	Qualifications / Effectifs demandés
01	Démolition - Désamiantage	1552 ou certification AFNOR ou global selon norme NFX 45-010 – EFF2 (6 à 20)
02	Maçonnerie – Faux-Plafond – Sols durs	4132 – 6612 – EFF1 (6 à 5) – 7122 – 7212 - 63012
03	Peinture – Revêtement intérieur	6211 – 6212
04	Ravalement Extérieur	6121 – 6112 - 7132
05	Menuiserie Extérieure - Métallerie	Activité 44

Lot	Désignation	Qualifications / Effectifs demandés
06	Menuiserie intérieure - Agencement	Activité 43
07	Electricité CFO-CFA – Eclairage extérieur	Indice E3 CFA : indice CF3 mention FO – EFF2 (6 à 20)
08	Voirie et Réseaux divers	1312- 1341 – 1321 – EFF2 (6 à 20)
09	Occultations – Stores - Films	4512 – EFF2 (6 à 20)
10	Etanchéité – Couverture – Zinguerie - Charpente	3212 - 3233 – EFF2 -3101 – 3111 – 3132 – 3141 – EFF2 (6 à 20)
11	Ventilation – Climatisation Plomberie – Désenfumage	Activité 51, 52, 53
12	Réseau d'assainissement	12541 : Assainissement 31624 : Maintenance industrielle Certification Qualiass

Cas particulier des entreprises nouvellement créées : Les candidats pourront fournir, comme « preuve par équivalence », tous les éléments susceptibles de permettre d'apprécier leurs moyens (humains, techniques, financiers) pour assurer les prestations. Le pouvoir adjudicateur appréciera le caractère suffisant ou non des documents présentés.

5.1.4 Document unique de marché européen (DUME)

Conformément à l'article R. 2143-4 du CCP, les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un DUME, pour justifier de leur niveau de capacité et de leur aptitude à participer au marché public. Le DUME est utilisé comme preuve préliminaire dans l'offre administrative, il a pour vocation de simplifier les processus de fourniture de documents et certificats attestant de l'éligibilité d'une entreprise à un marché public. Le formulaire doit être rempli, imprimé et envoyé avec l'offre. Il peut également être envoyé par voie électronique. Un formulaire e-DUME est téléchargeable en ligne sur le site internet de la Commission européenne, à l'adresse suivante [Utilitaire DUME \(chorus-pro.gouv.fr\)](http://Utilitaire DUME (chorus-pro.gouv.fr))

5.1.5 Pièces relatives à l'offre

Le candidat a l'obligation de présenter une offre complète pour chacun des lots pour lesquels il soumissionne et correspondant à l'ensemble des demandes formulées dans le cahier des charges. Le dossier complet devra comprendre les éléments suivants :

- ✓ L'Acte d'engagement complété et **signé électroniquement pour chaque lot**, le cas échéant par les représentants de l'entreprise dûment habilités. Le soumissionnaire devra obligatoirement joindre en annexe son Relevé d'Identité Bancaire ;
- ✓ Les Bordereaux des Prix Unitaires (B.P.U.) **signés, pour chaque lot**, complétés au **format Excel** obligatoire sous peine de rejet de l'offre.
- ✓ Un BPU non-remplé dans son intégralité entraînera le rejet de l'offre.
- ✓ L'attestation de visite (obligatoire)
- ✓ Le Mémoire technique à compléter et contenant notamment les éléments suivants :
 - ☞ Présentation des références, moyens humains d'encadrement et d'exécution, L'entreprise développera notamment ses références de ce type marché, elle devra également transmettre une note méthodologique indiquant les délais de prises en compte des demandes, des délais de visites de sites, des délais de remises des devis et indiquée sa politique en matière de travail en régie et recours à la sous-traitance (indicateur % régie/sous-traitance).

- ☞ Présentation des mesures envisagées pour interventions urgentes et les périodes de congés au regard de l'activité multi-sites dans le département.
- ☞ Présentation des moyens matériels
- ☞ Un Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Elimination des Déchets de chantier (SOSED) explicitant les dispositions d'organisation et de suivi pour assurer le tri, le stockage, le suivi et la traçabilité des déchets du chantier.

NB : La production des documents listés ci-dessus dûment complétés conditionne la régularité de l'offre.

6 MODALITES DE DEPOT DES OFFRES

Les candidatures et les offres devront être transmises avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de la consultation. L'heure limite retenue pour la réception de la candidature et de l'offre correspondra au dernier octet reçu.

Les candidatures et les offres parvenues après cette date et heure limites par voie dématérialisée seront éliminées sans avoir été lues et le candidat en sera informé.

Si le candidat adresse plusieurs offres différentes sous forme dématérialisée, seule la dernière offre reçue, dans les conditions du présent règlement, sous la forme « dématérialisée » sera examinée.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition, l'acheteur invite les soumissionnaires à disposer des formats ci-dessous. Cette liste vise à faciliter le téléchargement et la lecture des documents. Pour tout autre format qui serait utilisé par le candidat, celui-ci devra transmettre l'adresse d'un site sur lequel l'acheteur pourra télécharger gratuitement un outil en permettant la lecture. A défaut, l'acheteur se réserve la possibilité de rejeter la candidature ou l'offre du candidat.

- standard .zip
- Adobe® Acrobat® .pdf
- Rich Text Format .rtf
- .doc ou .xls ou .ppt
- odt, ods, odp, odg
- le cas échéant, le format DWF
- ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif, png

Le soumissionnaire est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".
- traiter les fichiers constitutifs de sa candidature et/ou de son offre préalablement par un anti-virus.

6.1 DEPOT ELECTRONIQUE

Conformément aux articles R. 2132-7 à 11 du Code de la Commande Publique, les échanges et communications se feront exclusivement par des moyens de communication électroniques, via le profil acheteur.

Le soumissionnaire reconnaît avoir pris connaissance des pré-requis de la plateforme de dématérialisation **PLACE** et toute action effectuée sur ce site sera réputée manifester le consentement du soumissionnaire à l'opération qu'il réalise.

En cas de difficulté lors de la remise des candidatures ou offres, le candidat est invité à se rapprocher du support technique **de PLACE**.

6.1.1 Par conséquent, Les plis qui seront transmis au format papier, par courriel ou télécopie seront déclarés irréguliers.

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

Les candidats doivent donc prendre toute disposition afin que leurs plis soient réceptionnés avant l'heure limite de remise des offres. Tout pli qui parviendrait après sera considéré comme hors délai.

NB : Le caractère volumineux des fichiers est de nature à accroître le délai de transmission de l'offre

et engendre ainsi un risque de réception hors délai. Il est donc fortement recommandé aux candidats d'anticiper le délai de remise des plis et de s'y prendre suffisamment à l'avance. Dans l'hypothèse où un candidat individuel ou un groupement viendrait à déposer deux plis (ou plus) durant la consultation, seul le dernier pli déposé sera ouvert et analysé.

Les offres contenant des virus sont réputées n'avoir jamais été reçues et les candidats en seront informés dans les plus brefs délais.

6.1.2 Copie de sauvegarde

Les soumissionnaires ont la possibilité d'effectuer à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur le support de leur choix (papier, clé USB...).

Le pli cacheté contenant la copie de sauvegarde sera envoyé ou remis à l'adresse suivante et portera les mentions suivantes :

Pli pour la consultation : Candidat :

NE PAS OUVRIR : COPIE DE SAUVEGARDE

Le pouvoir adjudicateur pourra restituer la copie de sauvegarde à la demande du soumissionnaire, si son utilisation ne s'est pas avérée nécessaire.

- Les candidats doivent s'assurer de répondre aux pré-requis techniques et vérifier la conformité de leur certificat de signature sur la plateforme de dématérialisation.
- Le certificat de signature électronique qualifié doit appartenir à l'une des catégories suivantes :
 - ☞ Certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur. Une liste de prestataires qualifiés par le LSTI, entité habilitée à qualifier des prestataires de service de confiance peut être consultée à l'adresse suivante : <http://www.lsti-certification.fr/index.php/fr/certification/psce>
 - ☞ Certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement susvisé.
- La signature doit être au format XAdES, CAdES ou PAdES.

7 JUGEMENT DES PROPOSITIONS

La personne représentante du pouvoir adjudicateur procédera à l'ouverture des plis. La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

7.1 SÉLECTION DES CANDIDATURES

La sélection des candidatures se fera sur la base des pièces réclamées à l'article 5.1 du présent RC.

Conformément à l'article R. 2144-2 du CCP, l'acheteur qui constate que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont les capacités professionnelle, technique, économique et financière.

7.2 SELECTION DES OFFRES

Le jugement des offres sera effectué, sur la base des éléments réclamés à l'article 5.2 ci-avant. Conformément à l'article L. 2152-1 du CCP, les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées :

- Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation, en particulier parce qu'elle est incomplète ;
- Une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché, déterminés et établis avant le lancement de la procédure ;
- Une offre inappropriée est une offre sans rapport avec le marché.

Dans le cas d'une offre apparaissant anormalement basse, le pouvoir adjudicateur pourra la rejeter après avoir demandé par écrit les précisions jugées utiles et vérifié les justifications fournies (articles R. 2152-3 et 4 du CCP).

7.3 CRITERES DE CHOIX DES OFFRES

Ces critères s'appliquent aux douze (12) lots.

Le marché sera attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés et pondérés ci-après :

Libellé	Pondération (%)
1 – Prix des prestations	40 %
2 – Valeur technique de l'offre	55 %
3 - Développement durable	5 %

- Critère n°1 : Le prix, pondéré à quarante pour cent (40%).
(40%). Pour l'ensemble des lots
100 % de la note sur un DQE masqué, complété par le pouvoir adjudicateur à partir des prix du BPU (annexe à l'acte d'engagement) du lot concerné remis par le soumissionnaire à l'appui de son offre.
- Critère n°2 : La valeur technique de l'offre, pondérée à 55% et évaluée suivant les sous-critères suivants :
 1. Présentation des références, moyens humains d'encadrement et d'exécution, L'entreprise développera notamment ses références de ce type marché, elle devra également transmettre une note méthodologique indiquant les délais de prises en compte des demandes, visite du site avant remise des offres, des délais de visites de sites avant exécution des prestations, des délais de remises des devis et indiquée sa politique en matière de travail en régie et recours à la sous-traitance (indicateur % régie/sous-traitance) noté sur **30 points**
 2. Présentation des mesures envisagées pour interventions urgentes et les périodes de congés au regard de l'activité multi-sites dans les départements, noté sur **15 points**.
 3. Présentation des moyens matériels, noté sur **10 points**.

Critère n°3 : Un Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Elimination des Déchets de chantier (SOSED) explicitant les dispositions d'organisation et de suivi qu'il prévoit pour assurer le tri, le stockage, le suivi et la traçabilité des déchets du chantier noté sur **5 points**

Au vu des critères pondérés de jugement des offres, le représentant du Pouvoir Adjudicateur classe les offres des soumissionnaires par ordre décroissant. Il retient l'offre économiquement la plus avantageuse, la mieux classée.

8 ABANDON DE LA PROCEDURE

Le pouvoir adjudicateur peut déclarer la procédure sans suite pour motif d'intérêt général, conformément aux articles R.2185-1 et 2 du CCP.

9 ATTRIBUTION DU MARCHE

Le marché sera attribué au soumissionnaire ayant proposé l'offre la plus économiquement avantageuse.

En cas d'absence de signature lors du dépôt de l'offre, le(s) soumissionnaire pressenti(s) pour l'attribution du marché sera(ont) tenu(s) de signer son(leur) offre dans un délai de sept (7) jours à compter de la réception de la décision d'attribution du Centre Hospitalier de Gonesse.

Il(s) devra(ont) en outre fournir dans le même délai les pièces non communiquées au stade de la candidature et notamment les pièces prévues à l'article R 2143-8 du CCP.

Si un soumissionnaire pressenti ne peut produire les documents relatifs à l'offre dans le délai imparti, ou en cas de signature par une personne non habilitée à engager la société, son offre est rejetée et le soumissionnaire éliminé. Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents signés et nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

10 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires, qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats pourront faire parvenir au plus tard 6 jours avant la DLRO, une demande écrite via la plate-forme de dématérialisation :

Le pouvoir adjudicateur ne répondra pas à des demandes qui seraient adressées à d'autres services ou par d'autres moyens, notamment par téléphone.

11 VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Tribunal administratif compétent : Tribunal administratif de Cergy-Pontoise

Adresse : 2/4 avenue de la Préfecture, 95000 Cergy

Téléphone : 01 30 17 34 00

Courriel : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

-Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.

- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R.551-7 du CJA.

-Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.